

COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe

Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

0,50 F.

SAMEDI 1er OCTOBRE 1977

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE - PARAIT MERCREDI ET SAMEDI - PRIX

EDITORIAL

A GAUCHE LA QUERELLE CONTINUE...

Pour quelques sièges
de députés de plus...

La querelle entre les partis de gauche, qui a abouti à la rupture des négociations sur l'actualisation du programme commun, continue.

Chacun des partis de gauche, en particulier le PCF et le PS font compagne pour expliquer chacun à ses militants respectifs que c'est l'autre qui est responsable de la rupture. Mais le PS, lui, - on l'a vu à la conférence de presse de Mitterrand - apparaît comme le plus modéré des trois partis de la Gauche. Mitterrand n'a pas claqué de porte au nez du PCF. Il a renouvelé sa volonté de reprendre immédiatement les discussions. Ce qui selon le PCF n'est rien de plus que ce qui a déjà été dit lors des précédentes négociations. Le PCF tente de tirer le plus grand parti de la situation actuelle. Il parfait aux yeux de ses militants, et à ceux des travailleurs, son image de parti intransigeant face à un PS prêt à toutes les compromissions, notamment avec les centristes.

Mais tout cela, du côté du PS comme de celui du PCF n'est que manoeuvres et contre-manoevres. Les partis de gauche tentent chacun de son côté, tout en protestant de sa bonne foi unitaire, de se mettre dans la position qui leur assurera le maximum de sièges après les élections, à la chambre des députés.

Aujourd'hui le PCF après avoir voulu apparaître très critique et intransigeant vis à vis du PS se trouve dans une position qui l'obligera à faire des concessions au PS pour rabibocher l'Union à la veille des élections. Mais en fait de concessions, il n'en aura pas beaucoup à faire. Car au fond toute cette querelle en dehors de ses visées électorales ne recouvre pas de divergences réelles sur le programme à appliquer dans l'avenir, si la gauche vient au gouvernement. Les signataires du Programme commun ne sont pas séparés par un bien grand fossé ni sur le problème des nationalisations, ni sur celui du salaire minimum à appliquer.

Dans tout cela, une chose est bien claire, c'est que ni le PCF ni le PS ne se soucient des intérêts des travailleurs. Le PS et les radicaux de gauche disent à l'avance aux travailleurs qu'ils s'opposeront à toute mesure qui leur soit tant soit peu favorables. Leur opposition aux quelques nationalisations et au niveau du SMIC proposés par le PCF montre à quel point ils ne sont

Suite page 2

MARTINIQUE

LE P.P.M. POLEMIQUE CONTRE MARIE-JEANNE

Beaucoup de bruit pour pas grand chose. C'est sous des termes de "trahison" de "basses manoeuvres" de "comportement irresponsable" de fautes etc... que le PPM lance ses foudres contre Marie-Jeanne, le maire de Rivière Pilote partisan de l'indépendance et leader du mouvement : la parole au peuple.

Le PPM l'accuse en effet d'avoir "fait cyniquement le jeu de la réaction" aux élections sénatoriales, et d'avoir "permis au colonialisme de pavoiser" en faisant rayer sur 13 bulletins le non d'Elisabeth suppléant de Désir (PPM) parce qu'il l'accusait d'être "agresseur des mouvements populaires".

Et le PPM de conclure ses violentes accusations par un appel à l'unité des forces de gauche, c'est à dire celles du front National Martiniquais pour l'Autonomie, dont les membres, dit-il, doivent se serrer les coudes.

Que de bruit pour pas grand chose ! Que de bruit pour des élections qui ne concernent ni de près ni de loin les travailleurs ! Que de bruit pour des élus qui n'ont aucun pouvoir et qui même s'ils le voulaient ne pourraient réellement défendre les travailleurs.

EN réalité, si le PPM réagit si violemment c'est que toute sa politique est

basée sur le jeu électoral.

N'ayant pas d'autres perspectives à offrir aux travailleurs qui lui font confiance, il ne peut que tenter d'entraîner ceux-ci dans la passion de ce jeu, jeu truqué d'avance par la bourgeoisie et où les travailleurs sont toujours perdants. Se lancer dans cette polémique avec Marie-Jeanne, c'est une façon comme une autre pour le PPM de détourner l'attention des travailleurs, des vrais problèmes : c'est à dire la lutte effective contre le patronat et le colonialisme, pour la canaliser sur ses propres préoccupations électorales. De plus, avec cet incident, le PPM est trop content d'avoir un prétexte pour attaquer un homme plus à gauche que lui, un partisan de l'indépendance. N'avait-il pas de la même façon attaqué le GRS avant les sénatoriales, parce que celui-ci avait présenté son propre candidat à ces élections.

Décidemment les préoccupations électoralistes sont bien fortes au PPM, lequel n'hésite pas à faire alliance au nom de la gauche et du peuple martiniquais avec des hommes comme Elisabeth ou Dogué qui n'ont jamais ni de près ni de loin défendu les travailleurs.

GUADELOUPE

ENSEIGNEMENT: DOUMENGE NE VEUT PAS CEDER: IL FAUT AMPLIFIER LA LUTTE...

La grève de 72 heures lancée par le SNI-PEGC et le SNES dans l'enseignement en Guadeloupe, s'est achevée le jeudi 29 septembre. Dans l'ensemble elle a été moyennement suivie : 50 % de grévistes annoncent les syndicats pour l'enseignement élémentaire, le premier cycle du second degré et les lycées. C'est la raison principale pour laquelle elle n'a pas été reconduite comme il avait été prévu. Mais selon les syndicats à l'origine de la grève, l'action doit se poursuivre car le recteur Doumenge n'a donné aucune réponse concernant les motifs de cette grève. De nombreux auxiliaires sont sur des postes de remplacement pour un mois ou deux, et seront selon une circulaire de Doumenge

utilisés à d'autres tâches que celles de l'enseignement. Le non respect des droits syndicaux et en particulier le refus du recteur de réunir le groupe de travail d'affectation des Maîtres Auxiliaires n'a reçu aucune réparation. Beau-

Suite page 2

J. BTRAC

Directeur de publication : M. [REDACTED]
Commission Paritaire : N° 51728
Correspondant du Journal : G. BEAUJOUR
B. P. 214 P.A.P.
B. P. 386 F.D.F.
Ronéo du Journal : Pointe-à-Pitre
6^{ème} supplément au mensuel N° 78

EDITORIAL

(suite)

prêts à accepter rien qui fasse sortir de l'argent de la poche des bourgeois.

Le PCF lui non plus ne défend pas les intérêts des travailleurs. Les nuances qui le séparent du PS et des radicaux ne sont que des prétextes pour ses manœuvres politiques. Mais sur les questions les plus vitales pour les travailleurs - le chômage et l'inflation le PCF est tout prêt à emboîter le pas à Mitterrand pour gérer les affaires de la bourgeoisie. Et cela sur le dos des travailleurs.

Ceux-ci ont donc des raisons de ne pas se laisser bernier par tout ce remue-ménage politique. Ils doivent se rendre compte, maintenant qu'il en est temps, de ce que valent ces partis de gauche et de leur peu de volonté de changer le sort des travailleurs en s'attaquant aux intérêts de la bourgeoisie.

Une telle prise de conscience est vitale pour l'avenir. Ce n'est qu'ainsi que les travailleurs n'auront pas les mains liées par la confiance accordée à des partis qui en fait se manifesteront lorsqu'ils seront au pouvoir comme des défenseurs des biens de la bourgeoisie.

MARTINIQUE

LES MÉLIÈGES DU FORMA EN MARTINIQUE :

UNE VISITE QUI N'INTERESSE QUE LES BEKES

Après la visite de Cheysson, il y a quelques jours, la valse des fonctionnaires de l'agriculture continue. Aujourd'hui nous recevons ceux de FORMA.

Mais s'il est vrai que de visites en forums tout ce beau monde parle très longtemps des problèmes agricoles, si ces conseillers chorbent sans complexe les questions d'aide du FORMA, de son aide technique de son concours publicitaire et de son aide financière, une telle mission ne peut intéresser guère plus que la clientèle béké. Ce sont en effet ces grands propriétaires fonciers magnats de l'import-export et usiniers, qui sont intéressés. Et on ne s'y trompera pas, à voir autour d'eux les Cottrel Fabre, Hayot, de Reynal et compagnie.

Cette visite, sous couvert d'aide, ne saurait cacher cette plaie des difficultés de l'agriculture qu'est la grande propriété foncière. En effet 22 000 petits agriculteurs ne possèdent que 13 000 ha alors que 200 grands propriétaires se partagent 40 000 ha des meilleures terres du pays. Ce problème-là les techniciens du FORMA ne peuvent pas le résoudre, bien que au contraire ils sont garants de cette profonde inégalité.

En réalité tout leur bavardage sur l'aide n'est que de la poudre aux yeux. Quant à nous, nous ne confondons pas l'aide à l'agriculture et l'aide aux grands propriétaires fonciers.

Guadeloupe

ENSEIGNEMENT (suite)

coup de remplaçants et d'éventuels sont toujours sans emploi. Quant à la titularisation du personnel auxiliaire et remplaçant, ce n'est pas dans l'immédiat qu'elle interviendra. En un mot le recteur n'a cédé sur rien. Il n'a même pas daigné répondre aux nombreuses demandes d'audience qui lui ont été adressées. Il n'y a donc aucun doute à avoir sur ses intentions : il entend purement et simplement faire disparaître les syndicats afin de mieux faire passer la réforme Haby. Ou bien Doumenge sort victorieux de ce conflit et c'en sera fini de certains droits acquis des enseignants, ou ceux-ci se battent farouchement jusqu'à ce que Doumenge

cède. Mais pour cela il est important que les enseignants n'entrent pas seuls dans la lutte. Les élèves et leurs parents sont aussi concernés que les enseignants face à cette remise en question du système scolaire. Il faut tout faire pour que ceux-ci agissent aussi. Le SNI et le SNES se disent prêts à aller dans cette direction. Mais il appartient avant tout à chaque enseignant conscient de la gravité de la situation de tout faire pour qu'il en soit vraiment ainsi, en particulier en prenant toute initiative visant à réunir dans les établissements élèves et parents, afin de mieux les informer.

POINTE-À-PITRE

MEETING DE LA GAUCHE

LA MÉFIANCE RÉGNE !

Mardi soir avait lieu à Pointe-à-Pitre, sur la place de la Mairie, un meeting organisé par le comité unitaire de la gauche pour fêter la victoire de ses deux candidats - Dagonia et Gargar - aux élections sénatoriales.

C'est devant une assistance d'environ 400 personnes qu'allaient prendre successivement la parole les députés Ibéné (PC) Jalton (MSG) et les deux lauréats du vote de dimanche.

On s'en doute, l'ambiance était à l'exaltation du triomphe de la gauche, face au colonialisme et à la droite. Mais au sein même de ce triomphe se faisait sentir une méfiance, qui en marquait les limites et l'ambiguïté. Ne vit-on pas en effet Ibéné dire clairement à Dagonia qu'il espérait que le nouveau sénateur tiendrait ses promesses ? Il n'est pas jusqu'à Jalton, pourtant du même parti que ce dernier, qui n'ait, en des termes différents, dit à peu près la même chose.

C'est qu'en fait, la gauche a présenté deux candidats en commun, mais que chacun conserve son programme. Gargar est

partisan de l'autonomie, tandis que Dagonia est un défenseur acharné de la départementalisation, fût-elle "décentralisée". Et rien ne dit que les actuels partenaires ne seront pas bientôt adversaires, indépendamment des querelles qui agitent la gauche en France.

On comprend en tous cas les inquiétudes d'Ibéné, face à un Dagonia dont ce ne serait pas la première volte-face. On ne peut en effet qu'être surpris du zèle unitaire de ce dernier envers les autonomistes du PC, qui lors des campagnes précédentes lui servaient de repoussoir pour mieux se présenter comme le défenseur de la départementalisation.

En fait, la méfiance qui s'est manifestée mardi soir n'est qu'un aveu d'impuissance face à un système représentatif qui fait des élus des individus incontrôlables aussi bien par leurs électeurs que par leurs alliés politiques. Mais cela, le PC ne le dénonce pas : c'est tout le système qu'il faudrait remettre en cause, un système dont il accepte les règles du jeu.

MARTINIQUE

Menace de grève à Vizios

Les enseignants de VIZIOS Martinique ont décidé de se mettre en grève illimitée dès la rentrée universitaire qui aura lieu au mois d'octobre. Les enseignants constatent en effet que les moyens financiers ne sont pas débloqués pour que l'institut fonctionne. On apprend ainsi que les heures supplémentaires effectuées par les enseignants en 1976 et en 1977 ne leur sont pas payées.

D'autre part, les dotations permettent

la venue de 7 enseignants en mission alors qu'il en faudrait 25.

D'autres problèmes existent encore, notamment celui du restaurant universitaire qui ne sera ouvert qu'à la rentrée de 77. Bien entendu, Doumenge s'est déjà fendu d'une déclaration dans laquelle il affirme que l'étudiant martiniquais c'est l'étudiant le mieux loti de France, mais il n'a pris garde de démentir un seul des chiffres avancés par les enseignants de Vizios.